

La Veille du Carif-Oref Occitanie

n°485 – 9 février 2022

Contact : veille@cariforefoccitanie.fr

Espace Veille Emploi Formation :

<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>

<u>ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE</u>	2
<u>APPELS À PROJETS</u>	2
<u>APPRENTISSAGE</u>	3
<u>COMPÉTENCES</u>	3
<u>EMPLOI</u>	4
<u>ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL</u>	5
<u>FORMATION CONTINUE</u>	6
<u>INSERTION PROFESSIONNELLE</u>	7
<u>SECTEURS D'ACTIVITÉS- MÉTIERS</u>	8

ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE

Mémento de la statistique agricole - Région Occitanie 2022

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Janvier 2022, 36 p.

Voir en particulier les tableaux : [Mémento Occitanie 2022 – Population](#) - [Mémento Occitanie 2022 – Territoires](#) - [Mémento Occitanie 2022 - Exploitations agricoles](#) - [Mémento Occitanie 2022 - Emploi agricole](#) - [Mémento Occitanie 2022 - Industries agroalimentaires](#)

<https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Memento-de-la-statistique-agricole,6785>

L'essentiel de la conjoncture de la filière construction en Occitanie et dans ses départements - Février 2022

CERC Occitanie, Février 2022, 5 p.

Voir en particulier la rubrique emploi, démographie des entreprises, aides aux entreprises.

<https://www.cercooccitanie.fr/>

APPELS À PROJETS

Appel à projets "Parrainage pour favoriser l'accès à l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en difficulté d'insertion"- DREETS Occitanie

Le plan 1 jeune 1 solution, lancé le 23 juillet 2020 par le Gouvernement, vise à offrir une solution à chaque jeune. Il mobilise un ensemble de leviers : aides à l'embauche, formations, accompagnements, aides financières aux jeunes en difficulté, etc. afin de répondre à toutes les situations. Dans le cadre de ce plan, le parrainage peut constituer l'un de ces leviers d'actions. En accompagnement des jeunes inscrits en CFA sans contrat, des jeunes répondant à l'obligation de formation, en prépa apprentissage, jeunes en service civique (dans le cadre de l'accompagnement au projet d'avenir), ou plus généralement, des jeunes issus des quartiers politique de la ville, le parrainage s'intègre pleinement dans ce plan de relance de l'emploi des jeunes.

Date limite de dépôt des dossiers le 25 février à 18:00

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/Appel-a-projets-Parrainage-pour-favoriser-l-acces-a-l-emploi-et-le-maintien-18521>

Réalisation d'études pour le compte de l'Observatoire des métiers de la Banque AFB

Date limite de remise des plis le 28 février 2022 à 12:00

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2022_0hnPot5OpQ

Appel à projets 2022-01 pour l'investissement et l'innovation pédagogique dans les CFA de la mobilité - OPCO Mobilités

Date et heure limite de réponse des candidats le 1er mars 2022 avant minuit

<https://www.opcomobilites.fr/qui-sommes-nous/marches-et-appels-doffres/appel-doffres/appel-a-projets-2022-01-pour-linvestissement-et-linnovation-pedagogique-dans-les-cfa-de-la-mobilite>

Actions de formation dans le cadre de préparations opérationnelles à l'emploi collectives (POEC) pour les entreprises affiliées à OPCO Mobilités

Date de clôture le 2 mars 2022

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2022__MfeRX82oL

MAPA ouvert : "Formation en e-learning dédiée au tutorat à destination des tuteurs et maîtres d'apprentissage des entreprises rattachées à OPCO Mobilités"

Date de clôture le 2 mars 2022

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2022_9UGpRkUsV3

Actions de formation dans le cadre de POEC pour les entreprises affiliées - année 2022 - OPCO Mobilités

Date limite de réponse le 2 mars 2022

<https://www.marchesonline.com/appels-offres/avis/actions-de-formation-dans-le-cadre-de-poec-pour-les-ent/ao-8652543-1>

Formation sur le thème du "Travail social et développement social" - CNFPT Occitanie

Date limite de réponse le 11 mars 2022

<https://www.marchesonline.com/appels-offres/avis/formation-sur-le-theme-du-travail-social-et-develop/ao-8657007-1>

Appel à projets de recherche - Évaluation du plan « 1 Jeune 1 Solution » - France Stratégie

Les équipes de recherche pourront se concentrer sur un ou plusieurs des dispositifs du plan « 1 jeune 1 solution », notamment parmi les principales mesures : aide à l'embauche des jeunes, primes à l'entrée en alternance, augmentation du nombre de places en garantie jeunes, efforts accrus sur la formation. L'évaluation devra documenter les effets des mesures retenues pour l'analyse sur le devenir des jeunes accompagnés.

Clôture pour le dépôt des propositions détaillées le 16 mars 2022 à 14:00

<https://www.strategie.gouv.fr/appels-projets-recherche/appel-projets-de-recherche-evaluation-plan-1-jeune-1-solution>

APPRENTISSAGE

Les chiffres de l'apprentissage en 2021

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, Février 2022, 8 p.

Le nombre de contrats d'apprentissage signés dans les secteurs privé et public s'élève à 718 000. En Occitanie, 62 670 contrats d'apprentissage ont été signés.

La dynamique se confirme en 2021 avec une hausse de 37 % du nombre d'entrées en apprentissage. La hausse des entrées en apprentissage concerne toutes les régions et tous les niveaux de qualification. Dans le secteur privé qui représente l'essentiel des contrats signés, le nombre d'entrées en apprentissage aux niveaux bac et infra-bac a progressé de 21 % entre 2020 et 2021, contre 13 % entre 2019 et 2020.

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/l-actualite-du-ministere/article/les-chiffres-de-l-apprentissage-en-2021>

COMPÉTENCES

Observatoire de la Compétence

Les Acteurs de la compétence, Janvier 2021

85 % des métiers d'ici 2030 vont être profondément bouleversés dans tous les secteurs économiques et vont nécessiter de nouvelles compétences professionnelles. Mais de quoi parle-t-on quand on parle de compétences ? Quelles sont les compétences utiles sur le marché du travail ? Comment les acquérir ? Comment les faire reconnaître ?

Cet observatoire donne des clés de lecture pratique aux jeunes, aux salariés, aux demandeurs d'emploi mais aussi aux dirigeants d'entreprises, aux décideurs publics et à tous les acteurs qui contribuent au développement de la compétence professionnelle. Il est ouvert à tous, rassemblant des contenus produits par [Les Acteurs de la Compétence](#), par des experts et acteurs de terrain de

l'emploi et de la formation professionnelle.
<https://observatoire.lesacteursdelacompetence.fr>

EMPLOI

PoEm : le tableau de bord des politiques de l'emploi

DARES, Février 2022, 44 p.

[PoEm](#) est l'outil qui permet de diffuser des tableaux de bord et des séries longues consacrées aux politiques de l'emploi. Il permet d'accéder rapidement toutes les données de suivi des dispositifs consacrés à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'accompagnement des demandeurs d'emploi.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/poem-tableau-de-bord-des-politiques-de-lemploi>

L'emploi intérimaire

DARES, Février 2022

850 300 personnes occupent un emploi intérimaire fin décembre 2021, soit 33 800 de plus qu'au mois précédent (+4,1 %), en nette accélération, après +16 600 en novembre (+2,1 %) et +20 700 en octobre (+2,7 %).

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/lemploi-interimaire>

L'emploi salarié : séries trimestrielles

DARES, Février 2022

Au 4^e trimestre 2021, l'emploi salarié privé hors intérim ralentit (+35 600, soit +0,2 % après +83 100, soit +0,4 % au 3^e trimestre).

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/lemploi-salarie>

Au 3^e trimestre 2021, les embauches retrouvent leur niveau d'avant la crise sanitaire

DARES, Février 2022

6 121 200 contrats de travail sont signés dans le secteur privé au 3^e trimestre 2021, en France métropolitaine, soit autant qu'avant la crise sanitaire et en nette hausse par rapport au trimestre précédent.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/au-3e-trimestre-2021-les-embauches-retrouvent-leur-niveau-davant-la-crise-sanitaire>

Deuxième étape de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée : habilitations de nouveaux territoires

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, Janvier 2022

L'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée a démarré fin 2016, suite à l'adoption de la loi du 29 février 2016, pour une durée de cinq ans sur 10 territoires. Elle a permis de faire du droit à l'emploi une réalité pour plus de 1 000 personnes auparavant privées durablement d'emploi. Le Fonds d'expérimentation a dressé le bilan final de cette première étape, comme prévu par la loi ([documents consultables via ce lien](#)). La deuxième étape, permise par la loi du 14 décembre 2020, s'ouvre pour cinq ans.

Cette liste fait l'objet d'un arrêté de la Ministre du Travail.

[Consulter en cliquant ici la carte des 19 territoires habilités.](#)

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/deuxieme-etape-de-l-experimentation-territoires-zero-chomeur-de-longue-duree-379384>

Les entreprises ayant initié un Plan de sauvegarde de l'emploi pendant la crise sanitaire de 2020 étaient-elles confrontées aux mêmes difficultés que les autres ?

Dares Focus, Janvier 2022, 2 p.

De mars à décembre 2020, 757 PSE sont initiés.

Dès les premiers mois de la crise sanitaire, l'activité des entreprises concernées est plus affectée que celle des autres, principalement du fait de réductions de débouchés et de difficultés financières. En revanche, les entreprises ayant initié un PSE ne rencontrent pas plus de difficultés que les autres pour la gestion des questions sanitaires. Quant à leurs perspectives de reprise d'activité, elles sont plus fréquemment lointaines que celles des autres entreprises.

En 2020, 870 Plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) sont initiés (après 500 en 2019), dont 757 pendant la crise sanitaire entre mars à décembre (+ 86 % comparé à la même période l'année précédente).

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/les-entreprises-ayant-initie-un-plan-de-sauvegarde-de-lemploi-pendant-la-crise>

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Soutenir les jeunes adultes

CHEVALIER Tom, Terra Nova, Janvier 2022, 19 p.

Une limite d'âge à 25 ans existe en France pour accéder au Revenu de solidarité active (RSA) et c'est une situation quasi-unique en Europe : alors que la tranche d'âge des 18-24 ans est la plus touchée par la pauvreté (23 % en 2018, contre 13 % pour l'ensemble de la population, et 8,6 % pour les plus de 65 ans selon l'Insee), elle est aussi paradoxalement celle qui est privée de la principale prestation de lutte contre la pauvreté.

Dans cette note, le think tank Terra Nova présente quatre propositions pour soutenir le revenu des jeunes adultes de 18-24 ans.

<https://tnova.fr/economie-social/protection-sociale-solidarites/soutenir-les-jeunes-adultes>

Le revenu de solidarité active (RSA)

Cour des Comptes, Janvier 2022, 213 p.

Principal instrument de lutte contre la pauvreté, le revenu de solidarité active (RSA) est aujourd'hui attribué à plus de deux millions de foyers pour une dépense annuelle de 15 milliards d'euros - la crise sanitaire ayant accru les risques de précarité. Ce rapport évalue les résultats de ce dispositif jamais évalué dans sa globalité depuis 2011, malgré la hausse continue du nombre de ses bénéficiaires et son importance en termes sociaux et financiers. Ce travail, piloté par la Cour des comptes et dix chambres régionales et territoriales, s'appuie sur des investigations nationales et des enquêtes menées dans neuf départements, dont l'Aude, pour la région Occitanie. Réalisée en s'appuyant sur de nombreuses bases de données, cette évaluation ambitieuse identifie les succès du RSA, tels que la protection contre la grande pauvreté, et propose trois grandes orientations pour remédier aux faiblesses du dispositif.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-revenu-de-solidarite-active-rsa>

France relance : 72 milliards d'euros engagés à fin 2021

Portail du gouvernement, Janvier 2022

Le Premier Ministre a présenté le 18 janvier un bilan d'étape de France Relance à fin 2021.

- 20,3 milliards pour le renforcement de la compétitivité française, via la baisse des impôts de production, qui a profité à 733 000 entreprises en 2021, le financement de la réindustrialisation pour 10 400 entreprises industrielles, et de la décarbonation de l'industrie (141 projets soutenus) ;
- 26,2 milliards d'euros pour soutenir la cohésion sociale et territoriale, notamment via le soutien

massif à l'apprentissage.

<https://www.gouvernement.fr/partage/12638-france-relance-72-milliards-d-euros-engages-a-fin-2021>

FORMATION CONTINUE

LMS : panorama des solutions en 2022 - Webinaire du FFFOD le 10 février 2022 de de 13h30 à 14h30

Au total, 30 plateformes propriétaires et open source ont été analysées par notre équipe pour vous aider à faire votre choix dans une offre très évolutive.

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_VzGRKSq6QLyfvJ44HMWLRg

Enquête nationale sur le devenir des salariés en reconversion

Observatoire des transitions professionnelles, Février 2022

Depuis le 1er janvier 2019, le Projet de Transition Professionnelle (PTP) a remplacé le Congé Individuel de Formation (CIF). Le Projet de Transition Professionnelle permet aux salariés de s'absenter de leur poste de travail et de suivre une formation certifiante pour changer de métier ou de profession. Cette formation peut être réalisée sur ou en dehors du temps de travail.

Au cours de l'année 2020, environ 16 500 personnes ont terminé une formation financée dans le cadre d'un PTP au sein du réseau des Transitions Pro. Pour la plupart d'entre elles, ces personnes sont entrées en formation entre septembre 2019 et janvier 2020, avec des projets de reconversion travaillés sans avoir pu anticiper la crise sanitaire et économique débutée en mars 2020.

<https://observatoire-transitions-professionnelles.fr/enquete-nationale/synthese-nationale>

Des reconversions professionnelles variées et éloignées des modèles linéaires

France Compétences, Février 2022, 4 p.

Insatisfaction, vocation longuement mûrie, opportunité, les motifs et logiques d'engagement qui président à une reconversion professionnelle sont divers, ainsi que les parcours et ressources qui permettent de la rendre effective. Pour mieux comprendre cette diversité, France compétences a interrogé 886 personnes ayant initié ou achevé une reconversion professionnelle ces 5 dernières années.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/france-competences-publie-les-premiers-resultats-dune-etude-dediee-a-la-reconversion-professionnelle>

Consultant-Formateur : se positionner sur les 3 marchés AFEST ?

OCCRE Henri, C-Campus, Janvier 2022

L'AFEST se segmente en 3 marchés, intéressant les professionnels du conseil RH et de la formation en entreprises. Dans l'ordre chronologique d'apparition depuis 2018 :

Le marché de l'appui-conseil AFEST financé et porté par les OPCO

Le marché de l'AFEST en réponse aux obligations sociales

Le marché « libre » de l'AFEST où les entreprises investissent

Pour de nombreux consultants-formateurs indépendants (CFI), trois questions fondamentales se posent : Quel est le potentiel commercial actuel et futur de chacun de ces marchés ? Qui sont les intervenants actuellement les mieux placés et pourquoi ? Comment se positionner en tant que CFI ? Cet article apporte quelques éclairages.

<https://www.blog-formation-entreprise.fr/consultant-formateur-se-positionner-3-marches-afest>

Les chiffres 2022 du digital learning

ISTF, Janvier 2022

Chaque année, l'ISTF mène une grande enquête auprès de 400 professionnels de la formation. Les réponses apportées offrent une cartographie pertinente du marché et de l'évolution des usages du digital learning. Résultats de cette enquête après inscription gratuite

<https://www.istf-formation.fr/les-chiffres-2022-du-digital-learning-ell/>

[origine_de_la_piste=Partenaire&detail_origine_de_la_piste=Enquete%202022%20ELL](https://www.istf-formation.fr/les-chiffres-2022-du-digital-learning-ell/?origine_de_la_piste=Partenaire&detail_origine_de_la_piste=Enquete%202022%20ELL)

Dys-tout : site pour outiller les organismes de formation

Le site web Dys-tout émane d'un travail partenarial qui a rassemblé la Mission locale Ouest Côtes d'Armor, Apedys 22, l'Amisep, Adalea, l'Afpa, le CFPPA, le Greta et Emeraude ID. La démarche a reçu le soutien du Conseil régional de Bretagne.

Ce projet, axé sur la prise en compte des problématiques Dys dans le champ de la formation qualifiante et pré qualifiante, va enrichir les pratiques pédagogiques des organismes de formation partenaires au bénéfice des stagiaires relevant de troubles Dys et plus largement à l'ensemble du public accueilli, en butte à des difficultés d'apprentissage.

Le but de l'action est de permettre aux professionnels de l'orientation et de la formation, de s'approprier les problématiques Dys, dans le champ de l'apprentissage des adultes en formation continue. L'objectif visé est de permettre à ces adultes en formation : soit de monter en compétences par le biais de la formation professionnelle grâce à des méthodes pédagogiques adaptées à leurs difficultés, soit pour les plus jeunes adultes, de trouver un accompagnement, une prise en compte de leur difficulté, déjà repérée au cours de leur scolarité.

<https://dys-tout.fr>

Chronique 167 : L'émergence d'une branche de la formation professionnelle, 1971-2021

LUTTRINGER Jean-Marie, Janvier 2022, 11 p.

Au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler des organismes privés de formation professionnelle, de cultures différentes, à but lucratif ou non lucratif, se sont organisés en branche professionnelle autour d'une convention collective. Cette branche est désormais un acteur clé pour accompagner les mutations technologiques, écologiques, économiques et sociales auxquelles la société est confrontée.

<http://www.jml-conseil.fr>

INSERTION PROFESSIONNELLE

En 2020, la crise sanitaire a rendu plus difficile l'accès à l'emploi à la sortie des études

Insee Focus, Janvier 2022

En moyenne sur l'année 2020, 68,3 % des jeunes sortis de formation initiale depuis 1 à 4 ans étaient en emploi.

Le recul du taux d'emploi des sortants de formation initiale a été particulièrement marqué au 2^e trimestre 2020, sous l'effet du premier confinement de la population. Plus souvent en contrat à durée limitée (CDD, intérim), les jeunes sortants ont de fait été plus exposés que leurs aînés. Le recul de l'emploi s'observe sur l'ensemble de l'échelle des diplômes, mais avec des disparités selon les spécialités de formation.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6012741>

Les bacheliers 2014 entrés dans l'enseignement supérieur : où en sont-ils à la rentrée 2020 ?

Note d'information du SIES, Janvier 2022, 6 p.

Qu'ils soient encore en études ou non à la rentrée 2020, huit bacheliers 2014 sur dix inscrits dans l'enseignement supérieur directement après leur baccalauréat ont obtenu au moins un diplôme de l'enseignement supérieur au cours de leur parcours étudiant. Le plus haut diplôme obtenu est de niveau bac +5 pour 22 % de ceux qui poursuivent encore des études et pour 29 % de ceux qui sont sortis de l'enseignement supérieur.

Parmi les sortants, les femmes sont plus souvent diplômées que les hommes : 84 % contre 76 %. Si 72 % des inscrits en licence ont obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur, ils sont 78 % dans ce cas parmi les inscrits en STS et 93 % parmi les inscrits en DUT. Les diplômés inscrits en DUT après leur baccalauréat sont ceux qui détiennent le plus souvent un diplôme de niveau bac +5.

Parmi les diplômés de niveau bac +5 à la rentrée 2020, sortis de l'enseignement supérieur, un tiers des bacheliers 2014 étaient inscrits en licence à la rentrée 2014 et près d'un sur cinq en CPGE.

<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid151451/parcours-et-reussite-des-etudiants-au-cours-des-trois-annees-universitaires-suivant-l-obtention-de-leur-baccalaureat-en-2014.html>

SECTEURS D'ACTIVITÉS- MÉTIERS

Rapport de branche du Négoce des matériaux de construction - Données 2020

Observatoire des métiers du négoce des matériaux de construction, Janvier 2022, 111 p.

En 2020, la branche compte 3 551 entreprises contre 3 301 en 2019. Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation du nombre d'entreprises de la branche adhérentes chez Constructys.

Au 31/12/2020, l'effectif salarié estimé est de l'ordre de 78 350 salariés, soit une hausse de 1,5 % comparé à 2019. Plus de la moitié des salariés (51,5 %) travaillent dans des entreprises de 300 salariés et plus.

Au 31 décembre 2020, les ouvriers-employés représentent 64 % des salariés de la branche. En 2020, 517 contrats de professionnalisation ont été signés par 103 entreprises, soit en moyenne 5 contrats signés par entreprise. Ce chiffre est en nette baisse comparé à 2019.

On compte 1 794 apprentis contre 970 en 2019, soit une hausse de 85 % des effectifs en contrats d'apprentissage. Plus de la moitié des contrats ont été signés par des entreprises de 300 salariés et plus.

<https://observatoire-negoce-materiauxdeconstruction.fr/liste-des-etudes/rapport-de-branche-2020>

L'explorateur du commerce : portail prospectif du commerce

Dans le cadre de l'Edec Eco-Prospective 2020-2022, cofinancé par l'Etat et signé avec les 19 branches professionnelles du commerce, l'Opcommerce a lancé le 25 janvier 2022, le portail prospectif du commerce. Cette plateforme rassemble les données relatives à la transformation des métiers, l'évolution des compétences, les perspectives d'emploi et les parcours de formation proposés dans le secteur du commerce.

<https://www.lopcommerce.com/l-observatoire-prospectif-du-commerce/presentation/>

Éolien offshore et autres énergies renouvelables. Un enjeu stratégique pour la France, des engagements décisifs à prendre dans les 5 ans

Observatoire des énergies de la mer, Février 2022, 10 p.

En 2016, la filière nationale comptait déjà plus de 2 000 ETP. Ces emplois étaient alors

essentiellement générés par l'intervention des sociétés françaises pour des projets à l'étranger. Avec la mise en construction des premiers parcs éoliens en mer posés français (1,2 Md d'euros investis par les développeurs en 2020), l'emploi généré a connu une forte croissance, approchant les 5 000 ETP à fin 2020.

Cette dynamique sera renforcée dans les prochaines années avec l'augmentation des activités de fabrication d'éoliennes et d'installation en mer, ainsi que par la création de centaines d'emplois locaux pour la maintenance des parcs en exploitation.

Les compétences et les besoins en métiers étant très variés, il existe de nombreuses passerelles entre différents secteurs d'activité et les énergies renouvelables en mer, permettant aux entreprises d'y trouver un relais de croissance de se diversifier (9 entreprises sur 10 intervenant dans la filière le font dans le cadre d'une diversification de leur activité).

<https://merenergies.fr>

Les services de soins à domicile. Une offre à développer dans une stratégie territorialisée de gradation des soins

Cour des Comptes, Janvier 2022, 157 p.

Dans cette enquête, la Cour des comptes clarifie l'état de l'offre de services par rapport à celle de places en établissement, illustre les besoins appelés par les perspectives démographiques, étaye le coût des différentes solutions, et en fait le point sur les outils de pilotage existants ou restant à élaborer.

La Cour estime les besoins à 25 000 nouvelles places d'ici à 2030, pour faire face au choc démographique.

La question de l'attractivité des métiers des services de soins à domicile se pose particulièrement pour les aides-soignants. Au-delà de la revalorisation des rémunérations, la Cour appelle à mener une réflexion sur les modes d'organisation du travail et sur une amplification de la promotion interne, qui donneraient des perspectives de carrière à ces professionnels.

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/les-services-de-soins-domicile>

« Faire gagner la France grâce au numérique » : Numeum présente ses 20 actions majeures pour 2022

Numeum entend apporter sa contribution au débat pour l'élection présidentielle à travers 20 actions majeures élaborées par l'ensemble des membres, experts et commissions de Numeum, qui s'articulent autour de 4 grandes priorités :

- mettre l'accent sur la formation aux métiers du futur ainsi que la numérisation des compétences existantes
- gagner en autonomie stratégique en inscrivant la France dans la course aux technologies de rupture, avec notamment la création d'un grand pôle ministériel technologique regroupant le numérique, l'industrie, l'enseignement supérieur et la recherche
- booster la lutte pour la cybersécurité et contre la cybercriminalité
- faire du numérique le levier majeur de la décarbonation, de la biodiversité et de la protection des ressources rares

<https://numeum.fr/actu-informatique/presidentielle-2022-les-propositions-numeriques-de-numeum>

France 2030. Start-ups industrielles et deep tech

Ministère de l'économie, des finances et de la relance, Janvier 2022, 17 p.

Aider les jeunes entreprises innovantes, dont le potentiel d'industrialisation est réel, à atteindre ce

seuil et poursuivre leur développement avec des investissements privés : c'est l'objectif de la stratégie « Startups industrielles et deep tech » du plan d'investissement France 2030.

La stratégie « Start-up industrielles et deep tech », dotée de 2,3 milliards d'euros, comprend trois axes :

- un plan dédié au financement de l'industrialisation des « start-up » et PME innovantes
- un renforcement du soutien à l'émergence des « deep tech » (275 millions d'euros)
- la création d'un guichet unique piloté par la « Mission French Tech », dédié aux jeunes entreprises industrielles afin de faciliter leur accès aux dispositifs d'accompagnement de l'État et leur information sur les dispositifs de financement publics

À l'horizon 2025, cette stratégie devra permettre l'accompagnement annuel de 500 entreprises et le développement de près de 100 sites industriels par an, rejoignant ainsi l'objectif de la « French Tech » de faire émerger 10 géants de la tech d'ici à 3 ans.

<https://www.gouvernement.fr/23-milliards-d-euros-pour-l-ascension-industrielle-des-start-up>

Dossier - Le care : un travail, des métiers, une philosophie

Metis Europe, Janvier 2022

Derrière « le care » : le travail peu reconnu des « aides à domicile », « auxiliaires de vie sociale », « assistantes maternelles », « aides au maintien à domicile », « assistants de vie scolaire ». Parfois salariés des particuliers employeurs, parfois salariés de structures associatives ou privées, ces emplois sont indispensables à la vie des personnes âgées, handicapées, ou malades. Ce sont, plus que des emplois, des bases de la solidarité de proximité.

<https://www.metiseurope.eu/1928956-2>

Les propositions de l'UIMM pour le quinquennat 2022-2027

UIMM, La fabrique de l'industrie, Janvier 2022, 26 p.

Parce que la réindustrialisation de la France doit devenir une priorité nationale, l'UIMM a formulé 15 propositions pour un modèle social et industriel ambitieux, parmi lesquelles :

- améliorer la performance de notre système éducatif et de formation pour être à la hauteur de la bataille internationale des compétences
- faciliter les mutations du travail industriel pour répondre aux attentes des futures générations et préserver l'emploi.

https://uimm.lafabriquedelavenir.fr/publication/les-propositions-de-luimm-pour-le-quinquennat-2022-2027/?doing_wp_cron=1643617448.8146979808807373046875